

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 95 — 1264

[C — 9420]

3 AVRIL 1995. — Loi modifiant la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes et les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991 (1)

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. A l'article 6 de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes, les mots « et avec les comptables pour ce qui concerne la reddition de leurs comptes » sont supprimés.

Art. 2. L'article 7 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 7. Les comptes des comptables de l'Etat et des provinces sont transmis à la Cour annuellement ainsi qu'en cas de déficit et de cessation des fonctions des comptables.

Si un comptable ne rend pas son compte dans le délai fixé par l'administration dont il dépend ou s'il est décédé sans avoir rendu son compte, ce dernier est établi d'office par l'administration. »

Art. 3. L'article 8 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 8. La Cour arrête les comptes des comptables de l'Etat et des provinces. Cette mission est accomplie, dans chaque chambre, par un conseiller unique désigné, selon le cas, par le premier président ou par le président. La Cour établit si ces comptables sont quittes, en avance ou en débet.

Dans les deux premiers cas, elle prononce leur décharge et ordonne la restitution des cautionnements et, s'il y a lieu, la mainlevée des oppositions et la radiation des inscriptions hypothécaires existant sur leurs biens, à raison de leur gestion.

Dans tous les cas, la Cour transmet sans délai les comptes arrêtés au département ministériel ou à la députation permanente du conseil provincial.

Lorsque le compte arrêté fait apparaître un débet, le ministre, ou la députation permanente du conseil provincial, décide s'il y a lieu de citer le comptable devant la Cour en remboursement du débet.

L'autorité administrative visée à l'alinéa précédent ne peut s'abstenir de citer le comptable en débet que si elle le considère comme fondé à se prévaloir de la force majeure ou si le débet n'excède pas un montant fixé par le Roi.

Quand cette autorité s'abstient de citer le comptable en débet, elle en avise la Cour par un écrit motivé, accompagné de toutes pièces justificatives. La Cour signale, dans ses observations annuelles aux Chambres, les cas dans lesquels l'autorité administrative n'a pas exercé son droit d'agir en remboursement du débet.

Le comptable cité est recevable à contester l'exactitude du compte arrêté dont il ressort qu'il est en débet.

La Cour prononce la décharge si elle conclut à l'absence de débet ou si le comptable est fondé à se prévaloir de la force majeure. Dans le cas contraire, elle le condamne à solder son débet. Elle peut néan-

(1) *Session ordinaire 1993-1994 :*

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet de loi n° 1172-1 du 17 août 1994.

Session ordinaire 1994-1995 :

Sénat.

Documents parlementaires. — Rapport 1172-2.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi n° 1733-1 du 3 mars 1995. — Rapport : 1733-2.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 95 — 1264

[C — 9420]

3 APRIL 1995. — Wet tot wijziging van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof en van de wetten op de rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1971 (1)

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel 6 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof worden de woorden « en met de rekenplichtigen betreffende het doen van rekening en verantwoording » geschrapt.

Art. 2. Artikel 7 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 7. De rekeningen van de rekenplichtigen van de Staat en de provincies worden jaarlijks alsook in de gevallen van een tekort en het beëindigen van het ambt van de rekenplichtigen aan het Rekenhof toegezonden.

Indien een rekenplichtige geen rekening aflegt binnen de termijn die gesteld is door het bestuur waaronder hij ressorteert, of indien hij overleden is zonder rekening te hebben afgelegd, wordt die rekening van ambtswege door het bestuur opgesteld. »

Art. 3. Artikel 8 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 8. Het Rekenhof sluit de rekeningen af van de rekenplichtigen van de Staat en de provincies. Die opdracht wordt in elke kamer vervuld door één raadsheer, naargelang van het geval door de eerste voorzitter of door de voorzitter aangewezen. Het Rekenhof stelt vast of de rekeningen van de rekenplichtigen effen zijn, een te goed vertonen of met een tekort sluiten.

In de eerste twee gevallen verleent het Rekenhof hen kwijting en beveelt het de teruggave van de zekerheden en, in voorkomend geval, de opheffing van het verzet en doorhaling van de hypothecaire inschrijvingen die uit hoofde van hun beheer hun goederen bezwaren.

In alle gevallen zendt het Rekenhof de afgesloten rekeningen onverwijld naar het ministerieel departement of naar de bestendige deputatie van de provincieraad.

Indien de afgesloten rekening een tekort vertoont, is het de minister of de bestendige deputatie van de provincieraad, die beslist of de rekenplichtige voor het Rekenhof moet worden gedagvaard met het oog op de terugbetaling van het tekort.

De in het vorige lid beoogde administratieve overheid kan enkel afzien van de dagvaarding van de rekenplichtige die een tekort vertoont, indien zij van oordeel is dat hij zich kan beroepen op overmacht of indien het tekort niet hoger ligt dan een door de Koning vastgesteld bedrag.

Indien die overheid afziet van de dagvaarding van de rekenplichtige met een tekort, brengt ze het Rekenhof daarvan op de hoogte middels een met redenen omkleed schrijven, dat vergezeld gaat van alle bewijsstukken. Het Rekenhof deelt in zijn jaarlijkse opmerkingen aan de Kamers de gevallen mede waarin de administratieve overheid haar recht om de terugbetaling van het tekort te vervolgen, niet heeft uitgeoefend.

De gedagvaarde rekenplichtige heeft het recht om de juistheid te betwisten van de afgesloten rekening waaruit een tekort blijkt.

Het Rekenhof spreekt de kwijting uit indien het besluit dat er geen tekort is of indien de rekenplichtige zich kan beroepen op overmacht. In het andere geval veroordeelt het hem tot het aanzuiveren

(1) *Gewone zitting 1993-1994 :*

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp nr. 1172-1 van 17 augustus 1994.

Gewone zitting 1994-1995 :

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Verslag 1172-2.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp nr. 1733-1 van 3 maart 1995 — Verslag : 1733-2.

moins, en s'inspirant de toutes les circonstances de l'espèce et notamment de l'importance des manquements du comptable à ses obligations, ne le condamner qu'à rembourser une partie du débet.

Cinq ans après la cessation de ses fonctions, le comptable aura une décharge définitive si un arrêt de condamnation n'a été rendu dans ce délai. »

Art. 4. L'article 9 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 9. La Cour arrête les sommes à recouvrer à charge des ordonnateurs délégués par le ministre, du chef des engagements de crédits constatés en violation des dispositions légales ou du chef de dommages supportés par le Trésor.

L'ordonnateur délégué est cité à cette fin devant la Cour par l'Etat, agissant par le ministre auteur de la délégation.

Dans ses observations annuelles aux Chambres, la Cour signale les condamnations prononcées à charges des ordonnateurs délégués ».

Art. 5. L'article 10 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 10. Le comptable et l'ordonnateur sont cités par exploit d'huissier de justice. Le délai de comparution est de quinze jours. Lorsque le comptable ou l'ordonnateur n'a ni domicile ni résidence ni domicile élu en Belgique, le délai est augmenté conformément à l'article 55 du Code judiciaire.

L'exploit contient les mentions visées aux articles 43 et 702 du Code judiciaire. Il est signifié conformément aux articles 32 à 47 du Code judiciaire.

La citation est donnée devant la chambre française ou la chambre néerlandaise, selon la langue dont le service auquel le comptable ou l'ordonnateur appartient fait usage dans les services intérieurs, ou selon le rôle linguistique du comptable ou de l'ordonnateur si le cité appartient à un service amené à faire usage de plus d'une langue dans ses services intérieurs, en application des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966.

Si le comptable ou l'ordonnateur appartient à un service de la Communauté germanophone ou d'un organisme d'intérêt public dépendant de celle-ci, la citation est donnée devant la chambre française ou la chambre néerlandaise. Le comptable et l'ordonnateur ont le droit d'être assistés d'un interprète, aux frais du Trésor, à moins qu'ils ne demandent à être jugés par l'autre chambre. Cette exception doit être soulevée avant toute défense au fond et avant toute autre exception.

L'administration citante dépose le dossier au greffe de la Cour, où les parties et leurs avocats ont le droit d'en prendre connaissance depuis le jour de la citation jusqu'à la veille de l'audience ».

Art. 6. L'article 11 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 11. La majorité des membres de la chambre, compte non tenu du greffier, doit être présente pour pouvoir instruire et juger une affaire. Seuls les membres ayant assisté à toute l'instruction peuvent prendre part au jugement de l'affaire. Lorsque la procédure est suivie à charge d'un comptable, le membre de la Cour qui a arrêté le compte de ce comptable ne peut faire partie du siège.

La partie citante comparaît par un avocat ou par un fonctionnaire qu'elle désigne spécialement à cette fin.

Le comptable et l'ordonnateur comparaissent en personne. Ils peuvent se faire assister d'un avocat. La Cour peut autoriser la représentation, par un avocat, de la partie citée qui justifie de l'impossibilité de comparaître en personne.

Les parties peuvent déposer un mémoire.

Les débats ont lieu en audience publique. La Cour peut toutefois décider, par arrêt motivé, qu'ils auront lieu à huis clos parce que la publicité serait dangereuse pour l'ordre ou les mœurs, ou pour tout autre motif prévu à l'article 6, § 1er, de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950, approuvée par la loi du 13 mai 1955.

En vue de la solution d'un litige porté devant elle, la Cour peut recourir à une expertise. Les articles 962 à 988 et 990 du Code judiciaire sont applicables à celle-ci.

van zijn tekort. Het kan hem echter, met inachtneming van de omstandigheden eigen aan het geval en meer bepaald van de mate waarin de rekenplichtige in zijn verplichtingen is tekortgeschoten, ook veroordelen tot het slechts terugbetalen van een gedeelte van het tekort.

De rekenplichtige zal vijf jaar na het neerleggen van zijn ambt definitieve kwijting bekomen indien binnen die termijn geen arrest tot veroordeling werd gewezen. »

Art. 4. Artikel 9 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 9. Het Rekenhof bepaalt welke geldsommen ten laste van de door de minister gemachtigde ordonnateurs moeten worden ingevorderd wegens onwettig bevonden vastlegging van kredieten of wegens schade geleden door de Schatkist.

De gemachtigde ordonnateur wordt daartoe voor het Rekenhof gedagvaard door de Staat die daarbij optreedt via de minister die de machtiging heeft verleend.

Het Rekenhof deelt in zijn jaarlijkse opmerkingen aan de Kamers de veroordelingen mee die het heeft uitgesproken ten laste van de gemachtigde ordonnateurs. »

Art. 5. Artikel 10 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 10. De rekenplichtige en de ordonnateur worden gedagvaard bij gerechtsdeurwaardersexploot. De verschijningstermijn bedraagt vijftien dagen. Indien de rekenplichtige of de ordonnateur geen woon- of verblijfplaats of een gekozen woonplaats heeft in België, wordt de termijn verlengd overeenkomstig artikel 55 van het Gerechtelijk Wetboek.

Het exploit bevat de vermeldingen die worden beoogd in de artikelen 43 en 702 van het Gerechtelijk Wetboek, en het wordt betekend overeenkomstig de artikelen 32 tot 47 van dat wetboek.

Met toepassing van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, vindt de dagvaarding plaats voor de Nederlandse of de Franse kamer naargelang van de taal die de dienst waaronder de rekenplichtige of de ordonnateur ressorteert, gebruikt in de binnendiensten. Indien de gedaagde deel uitmaakt van een dienst die meer dan één taal moet gebruiken in zijn interne diensten, gebeurt de dagvaarding naargelang van het taalstelsel van de rekenplichtige of de ordonnateur.

Indien de rekenplichtige of de ordonnateur deel uitmaakt van een dienst van de Duitstalige Gemeenschap of van een instelling van openbaar nut die daar van afhangt, gebeurt de dagvaarding voor de Nederlandse of de Franse kamer. De rekenplichtige en de ordonnateur hebben het recht zich op kosten van de Schatkist te laten bijstaan door een tolk. Ze kunnen er evenwel om verzoeken door de andere kamer te worden geoordeeld. Die exceptie moet worden opgeworpen voor elke verdediging ten gronde en voor iedere andere exceptie.

Het bestuur dat dagvaardt, legt het dossier neer ter griffie van het Rekenhof, waar de partijen en hun advocaten er inzage van kunnen krijgen vanaf de dag van de dagvaarding tot op de vooravond van de terechtzitting. »

Art. 6. Artikel 11 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 11. De meerderheid van de leden van de kamer, de griffier niet medegerekend, moet aanwezig zijn om een zaak te kunnen behandelen en berechten. Enkel de leden die aanwezig waren bij het gehele onderzoek kunnen deelnemen aan de berechting van de zaak. Wanneer de procedure ten laste van een rekenplichtige wordt ingesteld, kan het lid van het Rekenhof, dat de rekening van die rekenplichtige heeft afgesloten, niet aan de zitting deelnemen.

De dagvaardende partij verschijnt bij advocaat of middels een ambtenaar die daartoe door haar speciaal is aangesteld.

De rekenplichtige en de ordonnateur verschijnen persoonlijk. Ze kunnen zich laten bijstaan door een advocaat. Het Rekenhof kan toestaan dat de gedagvaarde partij zich laat vertegenwoordigen door een advocaat, wanneer zij aantoonde dat het haar onmogelijk is persoonlijk te verschijnen.

De partijen kunnen een memorie indienen.

De pleidooien hebben plaats in openbare terechtzitting. Het Rekenhof kan echter bij een met redenen omkleed arrest beslissen dat ze achter gesloten deuren zullen plaatsvinden als de openbaarheid gevaar oplevert voor de orde of de goede zeden of om enig andere reden die bepaald is in artikel 6, § 1, van het verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden van 4 november 1950, bekrachtigd door de wet van 13 mei 1955.

Met het oog op de oplossing van het aanhangig gemaakte geschil, kan het Rekenhof een deskundigenonderzoek doen uitvoeren bij toepassing van de artikelen 962 tot 988 en 990 van het Gerechtelijk Wetboek.

S'il y a lieu à enquête, la Cour ordonne qu'il y soit procédé soit à son audience, soit par celui de ses membres qu'elle aura commis. La Cour peut ordonner que les témoins seront entendus sous serment. En ce cas, ils prêteront le serment suivant :

« Je jure en honneur et conscience de dire toute la vérité, rien que la vérité ».

ou :

« Ik zweer in eer en geweten dat ik de gehele waarheid en niets dan de waarheid zal zeggen ».

ou :

« Ich schwöre auf Ehre und Gewissen, die ganze Wahrheit und nur die Wahrheit zu sagen ».

Les témoins sont cités par lettre recommandée à la poste. Toute personne citée pour être entendue en témoignage par application du présent article sera tenue de comparaître et de satisfaire à la citation. Le refus de comparaître, de prêter serment ou de déposer sera puni d'une amende de vingt-six à cent francs.

Procès-verbal relatif à la non-comparution ou au refus de témoigner sous serment sera dressé et transmis au procureur du Roi de l'arrondissement dans lequel le témoin devait être entendu.

Les dispositions du Code pénal relatives au faux témoignage en matière civile ainsi qu'à la subornation de témoins sont applicables à la procédure d'enquête prévue par le présent article.

Le membre de la Cour qui a procédé, en dehors de l'audience, à un devoir d'instruction, ne peut participer ultérieurement au jugement de l'affaire ».

Art. 7. L'article 12 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 12. Si la partie citée ne comparaît pas, l'affaire est jugée par défaut. La partie condamnée par défaut peut frapper l'arrêt d'opposition. Le délai d'opposition est d'un mois à partir de la signification de l'arrêt. Lorsque le défaillant n'a en Belgique ni domicile ni résidence ni domicile élu, le délai d'opposition est augmenté conformément à l'article 55 du Code judiciaire.

L'opposition est signifiée par exploit d'huissier de justice, indiquant les moyens de l'opposant et contenant citation à comparaître devant la Cour.

La partie opposante qui se laisse juger une seconde fois par défaut n'est plus admise à former une nouvelle opposition ».

Art. 8. L'article 13 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 13. Si le comptable ou l'ordonnateur est décédé avant citation ou avant jugement de l'affaire, la procédure est engagée ou poursuivie contre ses ayants cause. Dans les hypothèses prévues à l'article 815 du Code judiciaire, les articles 815 à 819 de ce Code sont applicables. »

Art. 9. Dans la même loi modifiée par les lois des 4 juin 1921, 20 juillet 1921, 13 juillet 1930, 23 mars 1951, 5 janvier 1971, 17 juin 1971, 7 décembre 1972, 27 avril 1978 et 5 août 1992, sont insérés des articles 13bis et 13ter rédigés comme suit :

« Art. 13bis. Les arrêts de la Cour sont motivés. Ils sont prononcés en audience publique. Ils sont exécutoires. Ils condamnent aux dépens la partie qui succombe. Les arrêts d'instruction réservent les dépens. Ceux-ci sont calculés comme devant le tribunal civil. Les articles 1018 à 1022 et 1024 du Code judiciaire sont applicables.

Les arrêts de la Cour peuvent être déferés à la Cour de cassation par toute partie pour contravention à la loi ou pour violation des formes, soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité. Les articles 1073 à 1116 du Code judiciaire, à l'exception de l'article 1110, sont applicables au pourvoi et à la procédure suivie devant la Cour de cassation.

Si la Cour de cassation casse un arrêt de la Cour des comptes, l'affaire est renvoyée à une commission ad hoc, formée dans le sein de la Chambre des représentants, et jugeant sans recours ultérieur, selon les formes établies pour la Cour des comptes. »

« Art. 13ter. La Cour, nonobstant un compte arrêté ou un arrêt qui aurait définitivement condamné un comptable, peut, dans un délai de cinq ans, à partir de la date du compte arrêté ou de l'arrêt, procéder à la révision du compte ou de l'arrêt, soit sur requête du

Is er aanleiding tot een onderzoek, dan beveelt het Rekenhof de instelling ervan, hetzij op zijn terechtzitting, hetzij door het lid van het Rekenhof dat het daarmee heeft belast. Het Rekenhof kan bevelen dat getuigen onder ede worden gehoord. In dat geval leggen ze de volgende eed af :

« Ik zweer in eer en geweten dat ik de gehele waarheid en niets dan de waarheid zal zeggen ».

of :

« Je jure en honneur et conscience de dire toute la vérité, rien que la vérité ».

of

« Ich schwöre auf Ehre und Gewissen, die ganze Wahrheit und nur die Wahrheit zu sagen ».

De getuigen worden bij een per post aangetekende brief gedagvaard. Ieder die krachtens dit artikel wordt gedagvaard om als getuige te worden gehoord, is gehouden te verschijnen en aan de dagvaarding gevolg te geven. Hij die weigert te verschijnen, de eed af te leggen of te getuigen wordt gestraft met een geldboete van zesentwintig tot honderd frank.

Van het niet-verschijnen of van de weigering om onder ede te getuigen wordt proces-verbaal opgemaakt; dit wordt gezonden aan de procureur des Konings van het arrondissement waarin de getuige moest worden gehoord.

De bepalingen van het Strafwetboek betreffende de valse getuigenis in burgerlijke zaken en betreffende de verleiding van getuigen zijn van toepassing op de in dit artikel bepaalde onderzoeksprocedure. »

Het lid van het Hof dat buiten de terechtzitting een onderzoeksmaatregel heeft verricht, kan nadien niet deelnemen aan de uitspraak van de zaak. »

Art. 7. Artikel 12 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 12. Indien de gedaagde partij niet verschijnt, wordt de zaak bij verstek berecht. De bij verstek veroordeelde partij kan tegen het arrest verzet aantekenen. De termijn voor het verzet bedraagt één maand te rekenen vanaf de betekening van het arrest. Indien de gedagvaarde die niet verschijnt, in België geen woon- of verblijfplaats of gekozen woonplaats heeft, wordt de termijn van het verzet verlengd overeenkomstig artikel 55 van het Gerechtelijk Wetboek.

Het verzet wordt betekend via een gerechtsdeurwaardersexploot dat de middelen van de verweerder aangeeft en de dagvaarding bevat om voor het Rekenhof te verschijnen.

De verzetdoende partij die zich een tweede keer bij verstek laat berechten, kan niet opnieuw verzet aantekenen. »

Art. 8. Artikel 13 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 13. Indien de rekenplichtige of de ordonnateur overleden is voor de dagvaarding of voor de berechting van de zaak, wordt de procedure ingesteld of verdergezet tegen zijn rechthebbenden. » In de gevallen waarin artikel 815 van het Gerechtelijk Wetboek voorziet, zijn de artikelen 815 tot 819 van dat Wetboek van toepassing.

Art. 9. In dezelfde wet, gewijzigd door de wetten van 4 juni 1921, 20 juli 1921, 13 juli 1930, 23 maart 1951, 5 januari 1971, 17 juni 1971, 7 december 1972, 27 april 1978 en 5 augustus 1992, worden de artikelen 13bis en 13ter ingevoegd, die als volgt luiden :

« Art. 13bis. De arresten van het Rekenhof worden met redenen omkleed. Ze worden uitgesproken in openbare terechtzitting. Ze zijn uitvoerbaar. Ze verwijzen de in het ongelijk gestelde partij in de kosten. In de onderzoeksarresten wordt de beslissing inzake kosten aangehouden. Deze laatste worden berekend zoals voor de burgerlijke rechtbank. De artikelen 1018 tot 1022 en 1024 van het Gerechtelijk Wetboek zijn toepasselijk.

De arresten van het Rekenhof kunnen door elke partij voor het Hof van Cassatie worden gebracht wegens overtreding van de wet of wegens schending van substantiële of op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen. De artikelen 1073 tot 1116 van het Gerechtelijk Wetboek zijn, met uitzondering van artikel 1110, van toepassing op de voorziening en de procedure die voor het Hof van Cassatie worden gevolgd.

Indien het Hof van Cassatie een arrest van het Rekenhof verbreekt, wordt de zaak verwezen naar een Commissie ad hoc, samengesteld uit leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers, die uitspraak doet met inachtneming van de vormen bepaald voor het Rekenhof, zonder dat enig verder rechtsmiddel kan worden ingesteld. »

« Art. 13ter. Het Rekenhof kan, niettegenstaande een afgesloten rekening of een arrest waarbij een rekenplichtige definitief werd veroordeeld, binnen een termijn van vijf jaar, te rekenen van de dagtekening van de afgesloten rekening of van het arrest, tot herzie-

comptable, appuyée de pièces justificatives recouvrées depuis la date du compte arrêté ou de l'arrêt, soit à la demande de l'administration dont le comptable relève ou relevait, pour erreurs, omissions, ou double emploi reconnu par la vérification d'autres comptes.

Il y aura lieu, même après le délai fixé ci-dessus, à la révision de tout compte qui aurait été arrêté sur la production de pièces reconstruites fausses.

Si la révision du compte arrêté fait apparaître un débet, l'administration dont le comptable dépend ou dépendait peut le citer devant la Cour conformément à l'article 8. »

Art. 10. Sont abrogés :

1^o l'article 9bis de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes, y inséré par l'article 9 de la loi du 20 juillet 1921;

2^o l'article 52, alinéa 4, des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991.

Art. 11. La présente loi entre en vigueur le premier jour du quatrième mois qui suit celui au cours duquel elle aura été publiée au *Moniteur belge*.

Toutefois, les dossiers qui se trouvaient soumis à la Cour des comptes au jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge* seront renvoyés par la Cour des comptes à l'administration dont relèvent le comptable ou l'ordonnateur en cause, en vue de l'application à ces dossiers de la procédure prévue par la présente loi.

Si le conseiller exerçant les fonctions du ministre public conformément à l'article 9 de la loi du 29 octobre 1846 est intervenu dans l'un de ces dossiers, il s'abstient de siéger lorsque ce dossier revient devant la Cour des comptes en exécution de la présente loi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 3 avril 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

Scellé du Sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

**MINISTÈRE DE LA JUSTICE
ET MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR**

F. 95 — 1265

[Mac — 385]

**Arrêté royal autorisant la gendarmerie
à utiliser le numéro d'identification
du registre national des personnes physiques**

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à l'approbation de Votre Majesté tend à fixer, en application de l'article 8 de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques, les règles relatives à l'utilisation par certains membres du personnel de carrière de la gendarmerie du numéro d'identification du registre national des personnes physiques. Cet arrêté complète le projet d'arrêté royal autorisant l'accès de la gendarmerie au registre national des personnes physiques. Il prévoit également une extension du champ d'application prévu dans l'arrêté royal du 19 mars 1990, actuellement d'application, autorisant certaines autorités du Ministère de la Défense nationale à utiliser le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques, exécuté par l'arrêté ministériel du 31 juillet 1991 autorisant certains membres du personnel de la gendarmerie à utiliser le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques.

ning van de rekening of het arrest overgaan, hetzij op aanvraag van de rekenplichtige, gestaafd door bewijsstukken die sinds de datum van de afsluiting van de rekening of van het arrest in zijn bezit zijn gekomen, hetzij op aanvraag van het bestuur waaronder de rekenplichtige ressorteert of ressorteerde, wegens vergissing, verzuim of dubbele boeking, vastgesteld bij het nazien van andere rekeningen.

Zelfs na de hierboven bepaalde termijn is er grond tot herziening van elke rekening vastgesteld op overlegging van stukken die vals worden bevonden.

Indien de herziening van de afgesloten rekening een tekort aan het licht brengt, kan het bestuur waaronder de rekenplichtige ressorteert of ressorteerde, hem voor het Rekenhof dagvaarden overeenkomstig artikel 8. »

Art. 10. Worden opgeheven :

1^o artikel 9bis van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, ingevoegd door van de wet van 20 juli 1921,

2^o artikel 52, 4e lid, van de wetten op de rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991.

Art. 11. Deze wet treedt in werking op de eerste dag van de vierde maand volgend op die gedurende welke zij in het *Belgisch Staatsblad* in bekendgemaakt.

De dossiers echter die aan het Rekenhof zijn voorgelegd op de datum van de bekendmaking van onderhavige wet in het *Belgisch Staatsblad*, zullen door het Rekenhof worden teruggezonden aan de administratie waaronder de betrokken rekenplichtige of ordonnateur ressorteert, ten einde ze te laten behandelen volgens de in onderhavige wet bepaalde procedure.

Indien de raadsheer die optreedt als openbaar ministerie overeenkomstig artikel 9 van de wet van 29 oktober 1846, in een van die dossiers is opgetreden, dient hij van deelneming aan de zitting af te zien wanneer dat dossier ter uitvoering van de onderhavige wet opnieuw aan het Rekenhof wordt voorgelegd.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 3 april 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
M. WATHELET

Met 's Lands Zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
M. WATHELET

**MINISTERIE VAN JUSTITIE
EN MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN**

N. 95 — 1265

[Mac — 385]

**Koninklijk besluit waarbij de rijkswacht gemachtigd wordt om het
identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke
personen te gebruiken**

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van besluit dat wij de eer hebben aan de goedkeuring van Uwe Majesteit voor te leggen, beoogt, in toepassing van artikel 8 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, de regels vast te stellen inzake het gebruik, door sommige leden van het beroepspersoneel van de rijkswacht, van het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen. Dit besluit vult het ontwerp van koninklijk besluit aan, waarbij aan de rijkswacht toegang wordt verleend tot het Rijksregister van de natuurlijke personen. Het voorziet tevens in een uitbreiding van het toepassingsgebied bepaald in het actueel geldende koninklijk besluit van 19 maart 1990 waarbij sommige overheden van het Ministerie van Landsverdediging gemachtigd worden om het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen te gebruiken, uitgevoerd door het ministerieel besluit van 31 juli 1991 waarbij sommige personeelsleden van de rijkswacht gemachtigd worden om het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen te gebruiken.